



COMITÉ DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE

Trente-neuvième session

Rome (Italie), 15-20 octobre 2012

**DÉCLARATION DE M. KANAYO F. NWANZE, PRÉSIDENT DU
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE (FIDA)**

Excellences,
Mesdames et Messieurs les délégués,
Chers collègues,
Mesdames et Messieurs,

À l'heure où je m'adresse à vous, 870 millions de personnes ne disposent pas d'assez de nourriture pour satisfaire leurs besoins alimentaires les plus essentiels. Huit-cent soixante-dix millions de personnes ont accès à bien trop peu de nourriture pour mener la vie de dur labeur qui est celle de la plupart des personnes pauvres exposées à l'insécurité alimentaire.

Dans le même temps, l'instabilité des prix des denrées alimentaires rend la vie de ces populations rurales pauvres, qui sont des acheteurs nets de ces denrées, encore plus difficile.

Pendant des années, les prix des denrées alimentaires ont été maintenus, de manière artificielle, à un niveau faible. La tendance à la hausse que connaissent actuellement ces prix est le reflet d'une demande croissante de nourriture. Les petits exploitants ont besoin d'outils qui leur permettent d'accroître leur production de manière durable, d'agrandir leurs exploitations et de répondre à cette demande.

Mais pour les paysans pauvres, investir représente un risque conséquent. Pour consentir à prendre ce risque, ils ont besoin de signaux clairs et fiables qui leur indiquent que les prix resteront élevés. Ils ont également besoin des outils nécessaires pour répondre à cette hausse.

Pourtant, la situation actuelle ne va pas dans ce sens. La volatilité des marchés actuels est facteur de risque et d'incertitude pour les petits exploitants. Elle rend l'adaptation difficile et les décourage d'investir dans leurs exploitations.

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires. La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'Internet, à l'adresse www.fao.org.

Voilà clairement une mission faite pour nous. Nous avons fort à faire et, dans cette mission, le Comité de la sécurité alimentaire mondiale nous sera d'une aide précieuse.

Le CSA a d'ores et déjà fait beaucoup cette année en rassemblant tous les éléments de ce programme dans le Cadre stratégique mondial dont vous débattrez cette semaine. Ce Cadre promet d'être un outil précieux dans la coordination des actions menées pour renforcer la résilience des populations rurales pauvres en temps de crise, que celle-ci soit temporaire ou prolongée.

Le CSA est la seule tribune mondiale à rassembler la totalité des parties prenantes de la sécurité alimentaire : autorités nationales, organisations paysannes, organisations de la société civile, secteur privé, institutions financières internationales, organismes techniques et, bien sûr, organismes des Nations Unies dont le siège est à Rome.

La nécessité d'un forum de coordination des politiques n'a jamais été aussi criante. Je suis certain que le CSA saura relever ce défi. Nous collaborons plus étroitement que jamais, et nous pouvons compter sur un panel d'experts de renommée internationale dirigé par M. Swaminathan.

L'une des preuves tangibles de la capacité du CSA à rassembler les parties prenantes a été l'approbation, en juin dernier, des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres et aux autres ressources naturelles.

Cela n'a pas été chose facile et les négociations ont été ardues, mais chaque acteur important a pu faire entendre sa voix et nous avons fini par aboutir au consensus. Le FIDA a soutenu l'élaboration de ces directives et se réjouit d'apporter son aide aux gouvernements lors de leur application.

Les négociations concernant les nouvelles directives relatives aux régimes fonciers sont désormais derrière nous. L'heure est venue pour nous de concentrer nos efforts sur l'élaboration de directives pour un investissement agricole responsable. À l'heure où, dans les régions rurales des pays en développement, l'investissement connaît un essor rapide, ces directives seront essentielles pour soutenir les principaux investisseurs agricoles du monde en développement.

Ces investisseurs ne sont autres que les petits exploitants eux-mêmes. J'ose espérer que, forts de notre expérience et des leçons tirées, nous parviendrons à élaborer ces nouvelles directives de manière plus rapide et moins coûteuse que les précédentes. Le FIDA est disposé à soutenir les débats du CSA à ce sujet.

Nous savons qu'en agriculture, un investissement qui intègre les petits exploitants est un investissement fort, qui peut faire changer les choses. C'est ce qu'ont souligné, la semaine dernière, les conclusions du rapport de la FAO sur l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde. Le rapport indique que, dans les pays à faible revenu, la part de croissance du PIB attribuée à l'agriculture est cinq fois plus efficace en termes de réduction de la pauvreté que la croissance du PIB dans d'autres secteurs. En Afrique subsaharienne, elle est même onze fois plus efficace.

À l'heure où la communauté internationale travaille à l'élaboration d'outils et de directives en vue d'atteindre les objectifs de développement durable fixés pour cette année, le CSA a, lui aussi, un rôle important à jouer.

Excellences, mesdames et messieurs, chers collègues,

Je vous souhaite à toutes et à tous une semaine aussi fructueuse qu'intéressante, et j'attends avec un grand intérêt les résultats de la trente-neuvième session du CSA.

Je vous remercie de votre attention.